

Bernard Aubry

Statisticien

14/07/2025



TonBoon (Getty images)

## ***L'Alsace et le Grand Est au gré des sondages***

### **Avant-propos**

(Jean-Alain Héraud)

La presse a diffusé récemment - et de manière presque simultanée - les principaux résultats de deux enquêtes d'opinion relatives à la position des Alsaciens vis-à-vis de l'inclusion de leur ancienne région dans la région Grand Est (GE). Celle de l'Ifop, commanditée par des associations alsaciennes, confirme la tendance observée depuis plusieurs années : 72% des Alsaciens voteraient OUI à un éventuel référendum sur la sortie du GE. L'enquête commanditée par la région GE à OpinionWay apporte une autre information : 61% des répondants considèrent que le regroupement des trois anciennes régions est une bonne chose (et 38% une mauvaise chose). Bien entendu, cette dernière enquête se garde bien de donner l'opinion des seuls Alsaciens - alors que les chiffres sont forcément connus par l'institut. On peut parler ici d'opacité voulue.

Ce qui obscurcit encore la situation, c'est que l'article de presse du journaliste qui a interviewé le 24 juin le président du conseil régional du Grand Est, Franck Leroy, et le directeur général adjoint d'OpinionWay, Frédéric Micheau, parle de 53% d'Alsaciens qui seraient contre le GE. D'où sort ce chiffre ? Il n'existe pas dans le rapport officiel d'OpinionWay. Des articles évoquent un sous-échantillon élargi concernant l'Alsace, mais nous n'avons rien trouvé dans la documentation officielle en ligne.

Bien que l'origine de ce chiffre soit obscure, faisons l'hypothèse que 53% des Alsaciens pensent que l'union avec la Lorraine et Champagne-Ardenne est une mauvaise chose. La comparaison des deux sondages ne peut que laisser perplexe : certes la question n'est pas la même, mais il y a une forme de contradiction entre dire que pas loin de la moitié des Alsaciens (47%) ne trouvent pas mauvaise la fusion imposée il y a dix ans, et dire que presque les trois-quarts seraient prêts à voter pour une sortie du GE.

Outre l'obscurité voulue par les politiques qui commanditent des indicateurs statistiques (consistant non pas forcément à travestir la réalité, mais à en cacher des pans), il y a des problèmes de fond dans l'interprétation des chiffres dont les citoyens devraient être conscients avant de prendre en compte les chiffres publiés.

Sans vouloir remettre en cause le professionnalisme des deux instituts, et surtout sans chercher absolument à décréter qui a raison et qui a tort car nous nous n'avons pas l'information technique précise pour le faire, la note APR qui suit, rédigée par Bernard Aubry, ancien cadre de l'Insee, rappelle la complexité de la méthode des sondages et la marge importante d'interprétation dont tout observateur devrait avoir conscience face à un résultat de sondage.

Outre les questions scientifiques posées par la conception et l'interprétation des sondages, un épisode comme celui que nous évoquons soulève un vrai problème démocratique. Au près du grand public, la contradiction apparente entre deux sondages risque d'avoir surtout comme conséquence une méfiance accrue vis-à-vis à la fois des professionnels des sondages et du monde politico-médiatique qui les commande et les exploite. Or la méfiance généralisée est un poison à long terme pour la démocratie. La responsabilité des acteurs va donc au-delà de la question territoriale (*l'Alsace doit-elle ou non redevenir une région à part entière ?*). On augmente la dégradation du système démocratique en renforçant la perception d'une partie de la population qu'il n'y a plus de vérité, mais seulement des narratifs intéressés.

Cela dit, et pour être précis dans notre propos: il n'y a jamais de *vérité* en sciences (particulièrement en science sociale), mais seulement des énoncés fondés sur des éléments de preuve issus d'un travail patient et honnête de recherche. « La carte ne sera jamais le territoire » : le modèle (par exemple celui d'un sondage) ne se confond pas avec la réalité. Toute mesure construit au moins un peu son objet. Mais le grand public a tendance à amalgamer cette

considération de théorie de la connaissance avec l'idée réductrice que toutes les institutions cherchent systématiquement à biaiser l'information en fonction de leurs intérêts propres. Favoriser une telle perception est un acte grave contre la société, surtout dans les temps présents. Voilà pourquoi il ne faut pas tolérer l'imprécision volontaire ou involontaire des sondages.

## La note de Bernard Aubry : à propos des sondages

La presse a diffusé deux enquêtes d'opinion réalisées à un mois d'écart, relatives à la position des Alsaciens par rapport à l'union au Grand-Est. Deux chiffres en particulier ont marqué les esprits : 72% des Alsaciens voteraient « OUI » à une sécession, mais d'après certaines informations diffusées sans véritable preuve, seulement 53% considèrent que l'union est une mauvaise chose.

Les lecteurs n'ont a priori aucune raison de privilégier l'un ou l'autre résultat puisqu'ils sont issus de deux instituts de sondage reconnus, et ce d'autant plus que l'on sait que l'opinion est une 'matière' fort complexe : elle serait versatile...

Loin d'éclairer le débat, ces deux chiffres ne font qu'ajouter à la confusion. Ils n'ont d'intérêt que s'ils sont accompagnés de résultats complémentaires aidant à comprendre les ressorts de l'opinion des citoyens. Cet article se propose donc de rassembler des informations objectives telles qu'elles apparaissent à travers d'une part les sites des deux instituts de sondage et des commanditaires, ainsi que de quelques articles de presse qui ont marqué les esprits.

Commençons par une constatation positive : les deux instituts, l'Ifop et OpinionWay, bénéficient à juste titre d'une bonne image. Certes ils sont régulièrement vilipendés par les hommes politiques mécontents des résultats qui les concernent, mais - et c'est un argument objectif fort - l'un et l'autre ont montré dans le passé leur capacité à anticiper avec une indiscutable proximité les résultats des élections présidentielles, ce qui est en soi un exploit compte tenu de la difficulté de l'exercice, malgré parfois quelques échecs cinglants qui contribuent à améliorer les méthodes.

### 1. Information sur les deux sondages

Venons-en à ce que l'on sait à partir des sites des acteurs et des articles de presse. Le rapport d'OpinionWay est disponible via le site officiel du GE :

<https://www.grandest.fr/actualites/sondage-opinion-way/>

Le rapport de l'Ifop est disponible sur le site :

<https://www.ifop.com/publication/souhait-et-vote-des-habitants-en-cas-de-referendum-en-alsace/>

Un autre texte important, souvent relayé sur les réseaux, est celui du journaliste Emmanuel Delahaye qui a recueilli les déclarations orales du président du Grand Est et du DG adjoint d'OpinionWay:

<https://www.dna.fr/politique/2025/06/24/pour-ses-10-ans-la-grande-region-recolte-les-bons-points>

Les **commanditaires**. D'un côté comme de l'autre, ils sont animés par la volonté de défendre leur propre objectif. Pour les uns (*Club Perspectives Alsaciennes, Mouvement pour l'Alsace, Initiatives Citoyennes Alsaciennes*), il s'agit de ranimer l'espoir d'une sortie de l'Alsace du Grand Est. Pour les autres, au contraire, il s'agit plutôt de montrer que, finalement, les Alsaciens se sont bien accommodés de leur nouveau statut régional. Que chacun veuille défendre ses points de vue est normal en démocratie, à condition que la confrontation se fasse à armes égales et que toute l'information soit mise sur la table, devant les citoyens.

- Les associations alsaciennes fournissent sur leurs sites de nombreux commentaires sur les deux sondages.

- La Région Grand Est donne le compte-rendu d'enquête d'OpinionWay sans distinguer les réponses alsaciennes des autres et sans commenter les résultats de l'Ifop.

Par ailleurs, la conférence de presse du président de la région GE le 24 juin dernier donne des informations parcellaires et parfois non conformes à ce que l'on peut lire dans le rapport d'OpinionWay<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Selon le compte-rendu d'Emmanuel Delahaye, le 24 juin 2025 (mis à jour 26 juin), Franck Leroy, président du conseil régional du Grand Est a déclaré: « *l'enquête OpinionWay dévoilée ce mardi a été commandée fin 2024, et sa réalisation effective courant mai ne doit rien au sondage diffusé voici trois semaines par le club Perspectives alsaciennes, le Mouvement pour l'Alsace et l'Initiative citoyenne alsacienne* ».

C'est une précision utile, et une précaution sans doute nécessaire, tant cette proximité calendaire pose spontanément question - et plus encore, le caractère contradictoire de leurs résultats. De fait, là où le sondage Ifop assurait que 72 % des Alsaciens aspirent à quitter le Grand Est, OpinionWay n'en trouve que 53 % pour considérer que cette grande région est une mauvaise chose. De plus, ce chiffre de 53% n'est pas donné dans le rapport de l'institut cité sur le site du GE – il a seulement été cité oralement.

Par ailleurs le directeur général adjoint d'OpinionWay, Frédéric Micheau, précise que « *les moins partisans de ce regroupement sont les plus âgés. Chez les jeunes, il n'y a pas de débat : ils sont 81 % à avoir une opinion positive du Grand Est, ce qui signifie que l'adhésion à la nouvelle région va sans doute s'amplifier dans les années qui viennent* ». Cette information orale n'est pas non plus confirmée

On peut alors s'interroger : pourquoi une telle absence de références précises de la part de la Région et d'OpinionWay? Quid de la transparence de l'information ?

**L'accès aux résultats.** Nous avons repéré grâce à Google les sites officiels, qui sont en quelque sorte les *vitrines* des protagonistes.

Les deux instituts de sondage:

- L'Ifop (*Ifop Alsace 2025*), qui propose un accès immédiat au compte-rendu d'enquête (11 pages)
- OpinionWay, qui a rendu son rapport à la région, mais dont l'enquête n'apparaît pas sur leur site officiel dans la liste des études récentes (pourquoi ? ils n'en sont pas fiers ?)

**La taille des échantillons** (de personnes de 18 ans et +)

- Ifop : 1001 Alsaciens (entre le 14 et le 19 avril 2025)
- OpinionWay : 2038 résidents du GE (entre le 21 et le 27 mai 2025). Les Alsaciens représentent 35% de l'échantillon. Mystère. Ce chiffre correspond à peu près au prorata de la population. Il n'y a donc pas de sur-représentation comme c'est annoncé par ailleurs dans la presse. Il est possible que l'institut ait fait un zoom sur l'opinion des Alsaciens, mais on n'en trouve pas la trace dans les documents officiels disponibles.

**Les questions posées.** L'Ifop propose trois questions relatives à un éventuel référendum, d'où il ressort que 70% des Alsaciens sont favorables au lancement d'un référendum, et dans ce cas 72% voteraient pour une sortie du GE.

Le questionnaire de OpinionWay ne dit rien sur la partie propre à l'Alsace. Il a seulement été précisé oralement que 53% des Alsaciens sont mécontents de leur appartenance au Grand-Est.

**La méthode de sondage.** Toutes les enquêtes d'opinion ou presque s'appuient sur la méthode des *quotas*. Sur ce plan, les deux instituts nous disent que l'échantillon est un modèle réduit de

---

dans le rapport officiel, ce qui rend difficile son interprétation, surtout en l'absence de chiffres précis et de réflexion sur la méthode de sondage.

la population selon différents critères, en l'occurrence : sexe, âge, profession, département et catégorie d'agglomération.

**Le contact avec les sondés** a été fait par téléphone pour l'Ifop (*Computer-Assisted Personal Interviewing, CAPI*) et par internet pour OpinionWay (*Computer-Assisted Web Interviewing, CAWI*). A priori le contact par téléphone est préférable mais les méthodes évoluent, chaque institut a son propre savoir-faire, ses secrets ou, si l'on préfère, sa propre « cuisine » qui reste en partie secrète pour des raisons de concurrence entre instituts. De l'extérieur, il n'est pas possible de porter un jugement objectif. Il ne reste plus qu'à faire confiance à la déontologie des responsables. Signalons que les instituts sont probablement prudents car si des manquements graves étaient dévoilés, il y aurait un risque de perte de crédibilité, voire de poursuites judiciaires.

## 2. Remarques méthodologiques générales

**La question du tirage.** Seule la méthode par *tirage aléatoire* (par opposition à la méthode des quotas) présente une parfaite objectivité du point de vue scientifique. Il faut pour cela que chaque individu constituant la population à atteindre soit bien identifié et qu'il ait une probabilité (connue, mais pas forcément la même pour tous) d'être tiré au sort. C'est la seule façon de calculer *l'intervalle de confiance* (la « fourchette »). Mais la méthode est très contraignante et ne peut s'appliquer aux enquêtes d'opinion, notamment parce que les commanditaires sont toujours impatients d'obtenir les résultats les concernant<sup>2</sup>.

Si les sondages d'opinion ne peuvent donc être considérés comme parfaitement « scientifiques », ceux qui les conçoivent ne peuvent s'affranchir des contraintes qu'imposent à la fois le calcul des probabilités et la réglementation en cours. Au fond, les sondages d'opinion sont plutôt une technique et dans une certaine mesure, renvoient à une forme d'artisanat.

**La question de la taille de l'échantillon.** Bien qu'ils ne soient pas en mesure de déterminer rigoureusement la précision des résultats qu'ils diffusent, les instituts comme l'Ifop, OpinionWay, la Sofres, etc. accompagnent en général leurs pourcentages d'un tableau figurant la précision de

---

<sup>2</sup> Noter que la précision d'un sondage aléatoire peut-être significativement améliorée par certains protocoles comme la *stratification* : la différence avec les quotas c'est qu'on désigne les personnes à interroger au lieu de « prendre ce que l'on trouve » parmi les personnes qui correspondent aux quotas.

leurs enquêtes. Ce n'est alors qu'un ordre de grandeur. Les résultats auraient 95 chances sur 100 de se trouver à l'intérieur des fourchettes<sup>3</sup>.

Notons qu'une enquête avec un échantillon de 1000, réalisée selon les « *règles de l'art* » (parfait respect des quotas et qualité des observations) aura une précision meilleure que la même enquête effectuée selon la méthode aléatoire forcément difficile à mettre en œuvre. Cela est d'autant plus vrai si, pour des raisons de coût, on doit se contenter de travailler sur des échantillons de petite taille.

Toutes choses égales par ailleurs, si l'on veut réduire la fourchette de moitié il faut multiplier par 4 la taille de l'échantillon (c'est la conséquence de la formule de base du calcul des probabilités). En conséquence, si par exemple l'Ifop avait voulu poser la même question aux citoyens de toutes les régions de France, il aurait dû, pour rendre les résultats comparables, interroger 22 000 personnes<sup>4</sup>.

**Contraintes technologiques et réglementaires de l'interview.** La difficulté majeure est de savoir comment accéder aux « *prospects* » (les personnes entrant dans le champ de l'enquête). Dans les premiers temps des sondages, on envoyait des enquêteurs *au domicile* de ménages. C'est encore le cas pour certaines enquêtes de l'Insee, comme pour l'Eurobaromètre. Puis les *enquêtes par téléphone* se sont imposées malgré les inconvénients (difficulté à joindre les personnes idoines, personnes ayant à la fois un fixe et un portable...), et enfin les enquêtes *par internet*.

Les enquêtes par internet présentent des difficultés particulières : la difficulté de joindre les personnes, l'absence de dialogue, mais aussi la non-disponibilité de listes d'adresses sur le marché. Néanmoins les entreprises sont autorisées à se constituer des listes de volontaires en s'aidant d'*incentives* (récompenses ou incitations, financières ou non). On peut ainsi motiver la participation mais, pour éviter les biais, il faut s'assurer que les réponses soient sincères et que les gens ne répondent pas « n'importe quoi » pour gagner du temps et de l'argent.

---

<sup>3</sup> En s'appuyant sur le tableau de l'Ifop, on estime l'intervalle de confiance :  
à plus ou moins 3,1 points pour le résultat OpinionWay (entre 49,9 et 56,1%)  
à plus ou moins 2,7 points pour le résultat Ifop (entre 69,3 et 74,7%)  
NB : les intervalles de confiance sont ceux d'une enquête aléatoire

<sup>4</sup> C'est ainsi que l'échantillon de l'Eurobaromètre, qui pose notamment ses questions sur l'avenir de l'Union européenne, interroge 1000 personnes par pays (exceptions : 500 personnes pour Luxembourg, Chypre et Malte)

Quoi qu'il en soit, il est toujours difficile, et aujourd'hui plus qu'hier, d'obtenir en fin d'interview des fichiers dont la structure est proche de celle attendue. D'où la nécessité d'effectuer des *redressements* pour ajuster la structure du fichier à celle de l'échantillon. Il n'y a rien d'anormal à cela, à condition que les écarts ne soient pas trop importants mais aussi, et c'est beaucoup plus difficile, que l'on s'assure que les non-répondants ne répondraient pas différemment de leurs homologues ayant accepté de répondre<sup>5</sup>.

Rappelons pour finir, une fois encore, que l'intérêt bien compris des instituts de sondage est d'être inattaquables du point du service rendu au *client* tout en respectant l'éthique professionnelle. Ils sont affiliés le plus souvent à ESOMAR (*European Society for Opinion and Market Research* qui fournit un code de bonnes pratiques) et, lorsqu'il s'agit de questions liées à des enquêtes électorales, elles doivent adresser à la *Commission des sondages* un rapport d'exécution. En cas d'irrégularité, la Commission décide d'un blâme qui évidemment ternit l'image de l'entreprise.

---

---

<sup>5</sup> Par exemple, les plus jeunes ont une plus grande aisance que leurs aînés à naviguer sur internet. Or chez ceux-ci la propension à bien accepter la fusion des trois régions du GE est plus grande que la moyenne. Quels auraient été les résultats si l'on avait procédé autrement, par visite à domicile ou par téléphone ? On ne peut pas le savoir dans chaque cas, mais les spécialistes d'entreprise de sondage ou les chercheurs font régulièrement des investigations sur cette question importante.